

- l'instauration de la confiance nécessaire pour faciliter la réduction des effectifs militaires en Europe et ailleurs.

Que fait le Canada en vue d'atteindre ces objectifs?

Le Canada a accueilli avec beaucoup de satisfaction l'annonce, en janvier dernier, de la reprise des pourparlers entre les États-Unis et l'Union soviétique. L'an dernier, nous avons eu recours à tous les moyens dont nous disposons pour encourager, appuyer et faciliter la conduite de négociations sérieuses et constructives.

Le Canada a mené une série de consultations et de discussions avec les États-Unis - au niveau bilatéral et avec ses alliés de l'OTAN - à propos de l'avancement de ces négociations.

Le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan ont eu plusieurs entretiens au cours desquels le Canada a souligné l'intérêt qu'il prend à ces négociations.

À l'OTAN, nous avons encouragé la tenue d'entretiens périodiques et approfondis sur les pourparlers de Genève, et sur ce qu'ils impliquent pour les politiques de l'Alliance.

De même, le Canada a engagé un dialogue avec l'Union soviétique. Le Premier ministre a écrit au Secrétaire général Gorbachev pour lui faire connaître les vues et les priorités du Canada sur les questions de contrôle des armements, et les représentants du Canada ont eu avec leurs homologues soviétiques, à Ottawa et à Moscou, des entretiens bilatéraux sur le désarmement et le contrôle des armements. Des consultations similaires ont déjà eu lieu et d'autres sont prévues avec certains pays de l'Est.

Le Canada peut faire des contributions pratiques au processus bilatéral et multilatéral de contrôle des armements. Le gouvernement axera ses efforts dans trois directions:

- encourager le respect des traités en vigueur;
- développer des mécanismes de vérification, et
- établir la confiance entre l'Est et l'Ouest.